

*Tarif des douanes*

gouvernement est en train de le déchirer. En appliquant des politiques qui privent des milliers de gens de leur gagne-pain, le gouvernement divise le pays. Il y a aujourd'hui au Canada, 100,000 producteurs de bovins de boucherie. Et chacun de ces producteurs risque pratiquement de perdre son gagne-pain, parce que pendant longtemps ils ont été forcés de produire et de vendre à perte.

Le gouvernement actuel n'a pas de politique agricole ni de politique alimentaire à long terme. On constate que les politiques du gouvernement ne font que perturber le marché et ne visent qu'à justifier le programme anti-inflationniste. En fin de compte, le prix des aliments devra monter si les producteurs canadiens ne doivent pas être acculés à la faillite.

En avril 1976, il y avait au Canada près de 300,000 bovins d'embouche de plus qu'en avril 1975. Cet accroissement de population faisait suite à l'adoption, par le ministre responsable de la Commission canadienne du blé, du programme appelé LIFT et que l'on aurait pu appeler GOOF. Le programme du ministre visait à inciter les cultivateurs à transformer leurs champs de culture en prairie. Partout dans le pays, le gouvernement établissait des programmes pour encourager les propriétaires à accroître leurs troupeaux de vaches. C'est pourquoi il y eut 300,000 bovins d'embouche de plus que l'année précédente. Mais presque aussitôt que le gouvernement eut décidé d'accroître les troupeaux, la situation économique s'est modifiée. Alors que le Canada produisait assez de viande de bœuf pour sa consommation intérieure, le gouvernement a ouvert les portes à l'importation, et notre pays est devenu l'exutoire des bovins engraisés à l'herbe et importés de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Cette politique a suscité d'énormes difficultés, car les importations au Canada de bœuf congelé et désossé se sont accrues de 90 millions de livres.

On avait l'habitude de dire que le bœuf d'Australie ne pouvait concurrencer le bœuf canadien, à cause de sa qualité. A une certaine époque, les bovins d'Australie étaient élevés surtout à l'intérieur du territoire. On abattait les animaux dans leur cinquième année après les avoir engraisés à l'herbe et non pas avec du grain. La chair de ces animaux n'était pas vendue directement pour la consommation; on en faisait plutôt des conserves. Mais la situation est différente maintenant. Le bœuf qu'on importe maintenant est d'une toute autre qualité. Il provient de jeunes animaux engraisés par des méthodes différentes. Le bœuf importé concurrence donc celui que nous produisons ici.

Je tiens à signaler ces faits, car il n'existe pas de politique alimentaire à long terme au Canada. L'éleveur d'aujourd'hui ne peut planifier à long terme, vu l'absence de politique du gouvernement.

**L'Orateur suppléant (M. Turner):** A l'ordre, je vous prie. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré. Il pourra continuer avec le consentement unanime. Y a-t-il le consentement unanime?

**Une voix:** Non.

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** Monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis tout d'abord de faire écho aux propos du député de Battle River (M. Malone). Il a parlé avec conviction des difficultés qu'éprouve l'industrie des bovins. Il a parlé avec beaucoup de sincérité et avec une connaissance du sujet qui de toute évidence fait défaut au gouvernement. Je remarque avec plaisir la présence à la Chambre du ministre des Finances (M.

[M. Malone.]

Macdonald). La classe agricole est bien faiblement représentée au caucus libéral. Le député de Battle River nous a brossé le tableau des difficultés sérieuses dans lesquelles se débat notre industrie bovine. L'élevage des bovins constitue une fraction importante de la classe agricole, un secteur important de notre économie.

Comme le député, j'estime que la lutte contre l'inflation menée par le gouvernement n'est rien d'autre que l'oppression de nos producteurs de denrées alimentaires. Comme lui, j'estime qu'il va falloir agir rapidement pour renverser la tendance actuelle, pour éviter que les importations massives de produits alimentaires étrangers ne sonnent le glas de notre agriculture. Il est malheureux que pour lutter contre l'inflation le gouvernement ait essayé de faire valoir la baisse des prix des produits alimentaires. Il cause un tort sérieux à nos producteurs. Ce bill va abaisser le prix au producteur de nos produits agricoles. A cause de ce bill, nous pouvons nous attendre à ce que le volume de nos importations de denrées alimentaires s'accroisse. Tous ces éléments ont un effet préjudiciable sur notre balance commerciale et sur un secteur industriel très important dans notre pays, je veux parler de l'agriculture.

● (1550)

Le bill va finir par créer de graves problèmes à l'industrie du porc, aux producteurs de porc et de produits du porc ainsi qu'à l'industrie des fruits et légumes. En s'attaquant à l'inflation, le gouvernement s'est surtout en fait attaqué aux producteurs de notre pays. Comme le député l'a signalé, la lutte qu'a menée le gouvernement contre l'inflation a en fait été une lutte menée contre les producteurs de denrées alimentaires. Quand le gouvernement proclame en termes chaleureux qu'il a réduit le prix des denrées alimentaires de 3.1 p. 100 l'année dernière, nous pouvons tout simplement comprendre que la guerre contre l'inflation a été menée au détriment des producteurs. D'ailleurs, les mesures qu'il a prises confirment clairement ce fait.

C'est en 1973 que l'inflation a commencé à devenir un problème très préoccupant. On a créé à cette époque un comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation. Il s'agissait d'un comité permanent créé par la Chambre des communes pour étudier le prix des produits alimentaires. D'autres éléments ont eu une profonde influence sur le taux d'inflation à l'époque. Toutefois, le gouvernement actuel a désigné les produits alimentaires comme principal agent d'inflation. On a créé le Comité de surveillance du prix des produits alimentaires. Ce comité a également désigné les produits alimentaires comme étant le principal agent de la poussée inflationniste et n'a absolument pas fait allusion aux autres facteurs de production comme le prix de la main-d'œuvre et des transports ou l'adoption de la formule du paiement par l'utilisateur. A cette époque, les augmentations étaient affolantes mais le gouvernement désignait toujours les produits alimentaires comme principal facteur inflationniste.

En automne 1973, alors que le prix du bœuf avait atteint des niveaux extrêmement élevés, le gouvernement est intervenu, il a pris des mesures, les premières de ses nombreuses mesures touchant l'industrie bovine et je puis dire qu'elles annonçaient le début de la fin de ce secteur. A cette époque, le gouvernement a imposé des restrictions à l'exportation de la viande de bœuf vers les États-Unis car le prix du bœuf sur pied approchait de 60c. la livre. Toutefois, le gouvernement n'a absolument pas sorti les producteurs de la situation précaire où ils se